**Le Gouvernement de la République d'Haïti organise un événement international pour financer la reconstruction de la Péninsule Sud**

Le Gouvernement de la République d'Haïti, avec le soutien des Nations Unies, convoque une conférence pour rassembler la communauté internationale en faveur de la reconstruction et du relèvement du sud du pays, lourdement endommagé par le tremblement de terre du 14 août 2021.

**Cet événement se tiendra le 16 février 2022, de 11h 00 à 18 h 00, au Karibe Convention Center,** en présentiel et en visio-conférence pour les représentants des États membres qui ne pourront pas se déplacer. Le Gouvernement présentera lors de cette rencontre son Plan de Relèvement Intégré de la Péninsule Sud (PRIPS).

Le 14 août 2021, un tremblement de terre de magnitude 7,2 a provoqué des morts et des destructions généralisées dans les départements des Nippes, de la Grand'Anse et du Sud. Quelque 2 246 personnes sont mortes, plus de 12 500 ont été blessées et jusqu'à 800 000 personnes ont été directement affectées. Plus de 130 000 maisons ont été détruites ou gravement endommagées et des infrastructures essentielles, notamment des routes et des ponts, ont été détruites. Au total, 1250 écoles ont été touchées, affectant plus de 300 000 élèves, et 97 hôpitaux et centres de santé ont été touchés.

En novembre, le gouvernement a publié son évaluation des besoins post-catastrophe (PDNA) qui évalue le processus de reconstruction et de relèvement à 1,978 milliard de dollars. Les besoins les plus importants concernent les secteurs sociaux comme le logement (1,027 milliard de dollars), l'éducation (401 millions de dollars), la sécurité alimentaire (54,5 millions de dollars) et la santé (31,9 millions de dollars).

Les besoins des infrastructures de transport ont été chiffrés à 142 millions de dollars, tandis que l'eau et l'assainissement nécessiteront 10,9 millions de dollars. Le PDNA évalue également les besoins du secteur agricole (41 millions de dollars), du commerce et de l'industrie ainsi qu’aux services financiers (104,4 millions de dollars) et du tourisme (51,7 millions de dollars).

Les efforts de réduction des risques de catastrophe nécessiteront 11,79 millions de dollars et le secteur de l'environnement 81,9 millions de dollars.

-- FIN --

Dossier suivi par M. Paul Villefranche, Ministère de la Culture et de la Communication

509 37218588